

Le « non » du FPR à la France

Colette Braeckman

Le Soir, 20 juin 1994, page 7

Le FPR s'oppose à l'intervention projetée par la France. Le Dr Jacques Bihozagara, membre du Bureau politique du FPR, que nous avons interrogé, nous le répète sans détour : C'est non ! La France n'est pas qualifiée pour ce type d'opération, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que nous considérons que la France était au courant, sinon complice des plans de génocide : l'entraînement des commandos a été assuré par les Français, ce sont eux qui leur ont fourni les armes : 80 % des armes que nous avons saisies sur les forces gouvernementales sont d'origine française. Les Interahamwe se divisaient en trois catégories : des membres de la garde présidentielle démobilisés, mais qui avaient gardé leurs armes, des commandos, formés par les militaires français et de simples paysans auxquels on avait distribué des armes. Aujourd'hui le plan de génocide est consommé : les deux tiers des Tutsis du Rwanda ont été exterminés ainsi que 90 % de l'élite intellectuelle et politique hutu. Nous considérons aussi que la France est disqualifiée, car nous disposons d'éléments d'information suivant lesquels elle a participé à l'attentat contre l'avion du président. Depuis le début, nous avons affirmé que la boîte noire de l'avion se trouvait à Paris et on ne nous a jamais démentis sur ce point. Mais les informations de la boîte noire n'ont jamais été analysées ou communiquées.

Reste-t-il des civils à sauver ?

Oui, et le FPR est capable de le faire. Nous constatons également une évolution de l'armée rwandaise, par rapport aux miliciens : lorsque ces derniers ont fait irruption dans l'hôtel des Mille Collines, c'est l'armée gouvernementale qui est intervenue contre eux. En outre, nous avons enregistré des propos conciliants à l'égard du FPR émanant du chef d'état-major et

nous savons que les troupes gouvernementales sont démoralisées. Nous avons le sentiment que l'armée rwandaise est prête à faire ce qu'il faut pour libérer les otages et c'est à ce moment précis, où les choses pourraient se dénouer, que la France veut faire un geste.

Comment expliquer cette attitude ?

Il y a plusieurs raisons : la première est que la France ressent une dette morale à l'égard du Rwanda, et que le gouvernement se sent pressé de faire quelque chose, y compris se lancer dans l'aventure. Mais nous pensons aussi que dans les troupes en débandade, il se trouve des témoins gênants qui pourraient mettre la France en cause et qu'il s'agirait d'éliminer. Je vous signale aussi que le rapporteur spécial des Nations unies qui se trouve au Rwanda pourrait, au cours de son enquête sur le terrain, être amené à mettre en cause des membres de l'Akazu (entourage du président) qui se trouvent actuellement en France.

Disposez-vous d'éléments suivant lesquels des militaires français se trouveraient au Rwanda, et seraient bloqués aux côtés des forces gouvernementales ?

Oui, nous aussi nous disposons d'informations suivant lesquelles des militaires français seraient traqués dans des camps militaires à Kigali et nous croyons que l'opération actuelle a aussi pour but de les faire sortir. Nous croyons même que c'est cela la raison déterminante de l'opération prévue, c'est pour cela qu'il faut aller si vite. La France veut brouiller les traces, et nous nous y opposons... Nous avons demandé à tous les Rwandais d'Europe de regagner le pays pour s'opposer à cette action. Bernard Kouchner se trouve en ce moment au Rwanda, et est passé par les lignes du FPR. A quel titre ? Lorsque je l'avais vu à Ge-

nève et qu'il m'avait dit vouloir repartir, je lui avais suggéré de se rendre plutôt du côté gouvernemental, pour plaider auprès des miliciens afin qu'ils relâchent leurs otages. Précédemment, il avait déjà essayé, mais les miliciens avaient refusé et il était rentré bredouille. Actuellement il est retourné au Rwanda en passant par le Nord, mais il était là à titre privé, et s'est retrouvé accompagné de M. Larome, chargé des opérations humanitaires. Si nous refusons la France c'est aussi en souvenir des innombrables victimes de notre pays. Nous refusons aussi l'intervention d'anciennes colonies françaises trop liées à Paris, comme le Togo par exemple. Quant au Sénégal, nous étions d'accord pour sa participation à une intervention onusienne, que nous acceptons toujours, mais si les Sénégalais reviennent aux côtés des Français comme Alain Juppé le leur demande, là, c'est autre chose.

Propos recueillis par C. B.